

L'ÉVEIL

de la nation

Hebdomadaire togolais d'informations générales - Fondé en 2004 Prix : 250 F CFA

**Terrorisme déguisé en pratique islamique :
L'Union Musulmane lance une fatwa contre
l'extrémisme sous toutes ses formes P.6**



Le ministre Yarck...

...face à la communauté musulmane

Réduction du mandat présidentiel au Sénégal : **Le Conseil constitutionnel met fin au one man show de Macky Sall et fait taire les critiques stériles contre Faure** **P.3**



Faure Gnassingbé



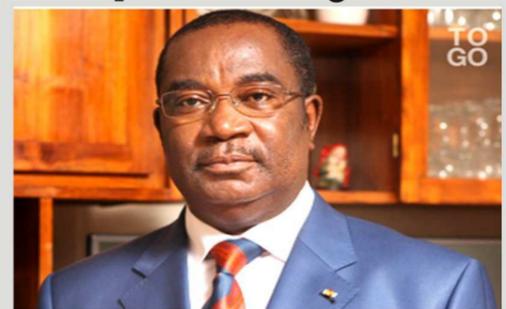
Macky Sall

Les mauvais accueils des patients dans les hôpitaux publics : **Dr. Tsolényanu s'en indigne** **P.5**



Dr Gilbert Tsolényanu

La tenue des élections locales s'annoncent : **L'opposition togolaise concentrée sur les inanités, le pouvoir s'organise** **P.4**



Sélom Klassou, Chef du Gouvernement

Débats sur le chef de file de l'opposition : **Abass Kaboua lessive Zeus Ajavon d'insultes et le rappelle à l'ordre** **P.3**



Abass Kaboua

Zeus Ajavon

Compagnie Energie Electrique du Togo (CEET) :



Dr Gnané Djétéli, ex DG de la CEET

Après le DG Gnané Djétéli, l'obscurité ? **P.3**

Mauvaise gestion, piètre prestation, copinage, gabegie, "mendèfrèrisme", les mots n'étaient pas assez courtois pour qualifier la gestion de la CEET par le Docteur Gnané Djétéli. Remercié et remplacé par son prédécesseur Mawussi Kakatsi que certains ont vite fait de qualifier de "sauveur" malgré sa gestion approximative avant son éviction en fin 2011, la CEET ces derniers jours s'illustre beaucoup plus dans les coupures intempestives, une gestion "sous tutelle" qui donne des raisons légitimes aux consommateurs de penser et de croire que le miracle tant promis n'aura pas lieu après le remplacement de Djétéli...

CONCERT : Togocel fête l'amour

Ce 14 février le leader de la téléphonie mobile au Togo a organisé un géant concert gratuit dans le cadre de la célébration de la Saint Valentin.

En cette nuit de l'amour Le public avait fait massivement le déplacement. Se sont succédés sur la scène, des artistes de renom (Petit Miguelito, Etane, Omar B, Prince Kassis, Papson Moutité, Kollins, PONDY Cissé...)

Pour cette fête de saint valentin, Togocel avait lancé trois jeux (Data, ami invisible et couple saint valentin). Cette soirée a été l'occasion de permettre aux participants au jeu ami invisible de se connaître.

Rendez-vous est encore pris pour l'année prochaine avec en plus d'innovations comme sait bien le faire cette société de la téléphonie mobile.

Kekeli



TOGO CELLULAIRE

Vivez heureux et restez connectés en 2016

LE LEADER

Réduction du mandat présidentiel au Sénégal :

Le Conseil constitutionnel met fin au one man show de Macky Sall et fait taire les critiques stériles contre Faure

Il ne fallait pas être devin pour comprendre que tout le tintamarre causé par l'annonce de la réduction du mandat présidentiel de Macky Sall de sept (7) à cinq (5) ans, était bien parti pour crasher dans un mur de béton. Malheureusement, certains acteurs de la scène politique togolaise, ainsi que certains citoyens, visiblement en manque de discernement des réalités politiques, se sont alignés sur cette soit disant volonté manifeste du président sénégalais pour faire des comparaisons lugubres avec la situation togolaise. Une fois encore ils ont été déçus.



Faure Gnassingbé



Macky Sall

En effet dans notre parution N°435 du 22 janvier 2016, nous avons déjà relevé les grands défis qu'il faille surmonter avant la mise en œuvre de ce projet de Macky Sall, projet qui, quoique louable, ne pouvait dépendre de la seule volonté du président sénégalais comme le prévoyait plusieurs acteurs.

" Aussi simple que cela puisse paraître, la réduction du mandat présidentiel au Sénégal ne peut émaner de la seule volonté de Macky Sall. Il est donc trop tôt de considérer la mise en œuvre du projet comme un acquis. Le président Sénégalais lui-même en est conscient puisqu'il reste plusieurs étapes à franchir avant la mise en œuvre.

La première étape est la validation du projet de réforme par le conseil constitutionnel. Cette validation n'est pas systématique. Le conseil devra étudier le projet, s'assurer qu'il est opportun et bénéfique pour la consolidation de la démocratie sénégalaise, avant toute validation. Il dispose d'un délai d'un mois pour cette tâche qui est tout sauf aisé. En cas de non validation, Macky Sall aura tenu sa promesse, et le dévolu sera jeter sur le conseil institutionnel qui n'aurait pas accepté que le projet passe ", avons-nous écrit.

Et comme nous nous y attendions, le conseil constitutionnel sénégalais a décliné la sollicitation de Macky Sall pour la réduction de son mandat, du moins pas celui qui est en cour actuellement. Le premier mandat s'étendra donc jusqu'en 2019 comme prévu par l'actuel constitution.

Il n'y avait donc aucune raison que certains togolais sautent sur le coup de l'annonce de Macky Sall pour faire un amalgame entre la situation sénégalaise, et les réalités politiques togolaises. Aucune comparaison ne pouvant cependant être faites entre les réalités de ces deux Etats, il apparaît encore plus évident que les critiques énoncées à l'endroit du parti au pouvoir, comme quoi il devrait prendre exemple sur Macky Sall, sont inopportunes et vide de sens. Nous l'avions vu et su, mais les personnes mal intentionnées ont vue en cette position, un parti pris le régime de Faure Gnassingbé.

Nous avons rappelé que cette promesse de campagne de Macky Sall, est le fruit d'un accord entre les leaders de l'opposition sénégalaise. Au Togo, la division et la zizanie qui règne au sein de l'opposition n'est

plus un secret pour personne. En témoigne les sorties médiatiques pour se lancer des fléchettes empoisonnées et les campagnes de dénigrement engagées depuis belle lurette. A quand donc l'union, pour faire des promesses communes au peuple, et surtout aller jusqu'à respecter ces promesses, quand on sait que cette opposition commence par reconnaître avoir menti au peuple pendant des années?

Tout compte fait, même si ce projet passait le cap du conseil constitutionnel, il serait ensuite soumis au référendum populaire pour être voté et adopté. Au référendum, les partis politiques exhortent leurs militants à soit voter pour le OUI ou pour le NON. Macky Sall étant confronté à la désapprobation de son parti appellera-t-il à voter pour valider ou non le projet de réforme constitutionnel ? Les autres partis politiques s'aligneront-ils sur la volonté exprimée de Macky Sall, ou appelleront-ils à voter contre ? Autant de question auxquelles les togolais doivent se pencher avant de se laisser aller à des critiques vaines et stériles.

Macky Sall lui-même n'a-t-il pas déclaré, " Si le peuple refuse, ça veut

dire que le peuple a besoin que je fasse sept ans. S'ils disent ' oui ', ça veut dire qu'ils ont suivi ma proposition et en ce moment si c'est validé, c'est en février 2017 que ce fera l'élection présidentielle, au lieu de 2019 ". C'est donc la preuve que sa volonté exprimée pourrait ne pas être sincère, et pourrait sans surprise ne pas être validée par le peuple si le

conseil constitutionnel avait laissé passer son projet de réformes constitutionnelles.

Malgré ces critiques puérides, qui ne contribuent d'ailleurs en rien à semer l'esprit de réconciliation et de paix au Togo, le parti au pouvoir s'évertue à créer un cadre idéal pour la mise en œuvre des réformes constitutionnelles et institutionnelles, non pour faire plaisir à certains leaders politiques, mais pour l'enracinement de la démocratie, et pour le bien d tout le peuple.

Le Togo et le Sénégal sont certes des pays frères et amis, mais de là à vouloir les comparer sans les placer chacun dans ses réalités, ne serait sans doute pas bénéfique pour leur peuple respectif.

Trêve de critiques donc, et soutenons ensemble la politique de réconciliation, de développement et d'émergence engagée par Faure Gnassingbé pour le bien-être du peuple togolais, qui d'ailleurs doit être la seule préoccupation des leaders politiques.

G/N

Débats sur le chef de file de l'opposition : ABASS KABOUA LESSIVE ZEUS AJAVON D'INSULTES ET LE RAPPELLE À L'ORDRE

La sortie médiatique du coordonnateur du Collectif Sauvons le Togo (CST) Zeus Ata Ajavon, en réponse aux allégations selon lesquelles il devrait être " normalement " le chef de file de l'opposition, a fait réagir l'auteur de ces allégations Abass Kaboua, qui dans une incantation d'injures, s'est appliqué à une logique pour prouver que " ce que dit ce monsieur aujourd'hui est d'une gravité qu'un homme normal ne peut ni décrire ni comprendre parce que c'est tellement bancal et à la fois far-

felue ".

Cette invective du président du Mouvement Centriste des Républicains (MRC), n'est autre que la réponse du berger à la bergère, et fait suite aux propos de Me Zeus Ajavon qui estime que le titre de chef de file de l'opposition ne pouvait lui revenir. Et pour cause, il n'était président d'aucun parti politique comme le précise la loi portant statut de l'opposition.

" Qu'il (Zeus Ajavon) reconnaisse avoir dit à la conférence des présidents ainsi qu'à la plénière avec les organisations de la société civil (OSC) et les organisations de défense des droits de l'homme (ODDH) qu'aucun parti politique n'ira à ces législatifs en son nom et que tous les sièges remportés seront au compte du CST ", rappelle Abass Kaboua dans une déclaration, visiblement piqué au vif par les raisons évoquées par le coordonnateur du CST.

" Avec cette maladroite sortie du coordonnateur du CST, nous ne pouvons que nous sentir renfoncés dans notre appréciation, que ce monsieur est foncièrement malhonnête, doublé de menteur fieffé, moulé de très mauvaise foi et puissamment bouffi d'orgueil. Nous comprenons aussi pourquoi tout le monde était contre son entrée dans les différents gouvernements dirigés par Edem KODJO alors qu'il était le vice-président de sa formation politique UTD ", persiste l'homme à la voix rocailleuse.

Pour Abass Kaboua, décidé à en découdre avec Zeus Ajavon, tous les stratagèmes pronés par ce dernier afin de parvenir à l'alternance à

Compagnie Energie Electrique du Togo (CEET) :

Après le DG Gnandé Djétéli, l'obscurité ?

Mauvaise gestion, piètre prestation, copinage, gabegie, "mendéfrérisme", les mots n'étaient pas assez courtois pour qualifier la gestion de la CEET par le Docteur Gnandé Djétéli. Remercié et remplacé par son prédécesseur Mawussi Kakatsi que certains ont vite fait de qualifier de " sauveur " malgré sa gestion approximative avant son éviction en fin 2011, la CEET ces derniers jours s'illustre beaucoup plus dans les coupures intempestives, une gestion " sous tutelle " qui donne des raisons légitimes aux consommateurs de penser et de croire que le miracle tant promis n'aura pas lieu après le remplacement de Djétéli.



Dr Gnandé Djétéli, ex DG de la CEET



celui qu'il convient d'appeler l'ex DG de la CEET, la mayonnaise tarde à prendre.

Parmi les raisons évoquées pour changer d'abord le conseil d'administration et ensuite le directeur général de la CEET figurent en bonne place l'incapacité de la société à honorer ses engagements vis-à-vis des fournisseurs, les difficultés à recouvrer les dettes de l'administration publique estimée à près de 17 milliards FCFA.

Ceux qui ont pensé que l'arrivée d'un nouveau conseil d'administration permettra de remettre les pendules à

l'heure seront très vite déchanter.

Première fausse note, le conseil d'administration à sa prise de fonction comportait en son sein des incompatibilités qui ont poussé le Ministre de l'énergie et des mines, Président du Conseil de Surveillance à revoir rapidement la copie.

De tous les cadres, ingénieurs dans le secteur de l'énergie, des managers et consultants de haut niveau dont regorge notre pays, c'est dans le rang de ceux qui ont par le passé eu à faire leur preuve, sans pour autant pouvoir convaincre, que le PCA Jonas Daou est

allé pioché.

La critique nous semble fondée à plusieurs égards. D'abord, Kakatsi avait déjà eu à gérer la CEET par le passé mais l'amateurisme était tellement criard pour un cadre de la société de son rang que le Conseil d'administration d'alors avait décidé l'organisation d'un recrutement avec un cabinet de la place. C'est donc ce recrutement auquel Kakatsi avait participé qui a porté Djétéli Gnandé à la tête de la CEET pour quatre bonnes années. Preuve par trois que si Kakatsi était meilleur, il l'aurait emporté sur d'autres postulants à ce poste.

Au regard des explications qu'avait donné en fin d'année le commissaire du gouvernement devant la représentation nationale, nous étions de ceux qui ont pensé que le problème de la CEET ne saurait se résumer à la seule personne de Djétéli mais, que le malaise était tellement profond que même Bill Gates ne pourra trouver une solution. L'exemple le plus simple est le

Suite à la page 7

Suite à la page 5

Gestion de la crise de Mango :

Quand ADDI rame à contre-courant des efforts du gouvernement

Alors que le gouvernement s'évertue à trouver des voies et moyens pour assurer une meilleure sortie de crise à la situation causée par les troubles relatives à la mise en œuvre du projet de réhabilitation des aires protégées dans la préfecture de l'Oti, certains acteurs politiques, visiblement dénués de l'esprit de discernement qui doit conduire à l'apaisement de cette crise sociale, tentent "maladroitement" de saper les efforts des autorités compétentes.

C'est le cas notamment des leaders du parti Alliance des Démocrates pour le Développement Intégral (ADDI), qui dans une déclaration, ont une fois encore profité de la gestion de cette crise dans la préfecture de l'Oti, pour se faire une santé médiatique. Ce qui n'est nullement pas étonnant quand on sait que le drame de Mango est devenu pour l'opposition, la plateforme idéale pour se refaire une santé politique.

Conscients en effet que personne d'autre ne viendra ramener la quiétude dans leur localité, certains hauts cadres de la préfecture au premier rang desquels Fambaré Ouattara Natchaba, ancien président de l'Assemblée Nationale, ont pris sur

eux d'effectuer une mission de bons offices dans la ville de Mango, afin de s'entretenir avec les différents représentants des forces vives de Mango, mais aussi et surtout les familles des victimes des violences qu'a connues la ville de Mango.

Cette réunion tenue en présence des gardiens des us et coutumes et des familles des victimes, avec pour objectif de voir dans quelle mesure les corps peuvent être inhumés et comment faire pour que le calme revienne définitivement dans cette préfecture, est jugée par les dirigeants du parti ADDI comme un "échec".

"ADDI, pour avoir suivi le dossier depuis le déclenchement de la crise et suite à de multiples consultations avec les protagonistes dégage l'observation suivante : pendant que les civils impliqués dans les manifestations sont incarcérés, les agents des forces de sécurité qui ont commis des exactions graves sur la population bénéficient d'une liberté totale et donc d'une forme d'impunité", souligne le communiqué du parti ADDI, ignorant que des mesures ont été prises par le ministère de la Sécurité et de la Protection Civile pour situer les responsabilités et faire répondre



Prof Aimé Gogué, président de l'ADDI

les coupables de leurs actes.

Par ailleurs, le Togo étant un pays de droit, il est inconcevable qu'on veuille faire entrave à une procédure judiciaire en cours, alors que la justice fait diligence pour une sortie de crise efficace et efficiente.

"Il revient à la justice de se prononcer sur le cas des détenus. Si après des enquêtes, il ressort qu'ils ne sont en rien impliqués dans cette affaire, ils seront relâchés mais de là, à demander in extremis leur libération risque de faire jurisprudence

et que désormais tout individu qui commet des actes répréhensibles pourrait recouvrer la liberté pour peu que la population se dresse sur ses pieds", avait conclu la délégation des cadres de la préfecture d'Oti.

Cette sage conclusion n'est cependant pas du goût du parti ADDI qui dit constaté "que la procédure judiciaire en cours est à double vitesse. Cette procédure consacre ainsi une situation de deux poids deux mesures qui ne peut donc résoudre dura-

blement la crise".

A croire que certains partis politiques font exprès de saper les efforts du gouvernement pour instaurer au Togo un climat de paix, de réconciliation, de convivialité, et surtout de sécurité, climat propice pour le développement et l'émergence du pays.

Le Togo n'a plus besoin de vaines critiques, mais d'actes concrets, d'initiatives, de décisions et d'impulsions réelles pour son développement. C'est ensemble qu'il est possible de construire ce pays, et de l'orienter sur les rails de l'émergence.

Faure Gnassingbé l'a compris et c'est pourquoi il a affirmé en début d'année, "nous avons besoin de toutes les filles et de tous les fils du Togo. Votre énergie et votre mobilisation seront décisives pour remporter les victoires de demain. Pour ma part, je ne ménagerai aucun effort afin de rassembler toutes les forces vives de notre pays autour des enjeux véritables qui doivent nous mobiliser".

Vivement que tous les fils et filles du pays comprennent le sens de cet appel du Président de la République.

G/N

La tenue des élections locales s'annoncent :

L'opposition togolaise concentrée sur les inanités, le pouvoir s'organise

Depuis un certains temps, les actions des acteurs politiques surtout ceux du régime en place semblent montrer que l'organisation des élections locales est imminente. La dernière action largement commentée qui fixe dans l'esprit des togolais que le pouvoir prend des mesures pour aller vers l'organisation des élections locales est la vague de remplacement de certains préfets.

Il faut rappeler que les voix ne manquent pas de s'élever pour revendiquer la tenue de ces élections dont la dernière a eu lieu au Togo en 1987. Le mandat des élus locaux étant arrivé à échéance quatre ans après, ces derniers ont été remplacés par des délégations spéciales nommées par décret présidentiel. Ce qui pose un problème réel de légitimité de ces autorités locales et des actions qu'ils posent. Il est constaté un manque crucial de l'adhésion des collectivités locales aux différents projets mise en œuvre par ces autorités locales.

Malgré tous les signes qui vont dans le sens de confirmer l'organisation de ces élections, les acteurs de l'opposition togolaise ne semblent pas être préoccupés par les conditions d'organisation de ces élections. Ils sont plutôt concentrés sur la question du statut du Chef de file de l'opposition. Un statut qui, en réalité, ne devrait pas poser de problème puisque c'est la loi qui précise les conditions d'attribution de ce statut.

Toujours subtile dans ses stratégies politiques, le pouvoir en place à su prendre le décret d'application de cette loi à un moment où ils devraient s'organiser pour revendiquer non seulement les élections locales mais aussi les réformes institutionnelles et consti-



Sélom Komi Klassou, Chef du Gouvernement

tutionnelles.

L'opposition togolaise affamée, et toujours préoccupée par la poursuite et la satisfaction des intérêts personnels et partisans, n'a trouvé important que de s'en prendre à celui à qui revient de droit ce statut, le responsable du parti de l'opposition ayant plus de représentation à l'assemblée nationale.

Au lieu de s'organiser pour remporter les élections locales, ils atten-

dent toujours la dernière minute pour courir en rang dispersé à l'élection et crier à la fin que le pouvoir a manqué de faire de la transparence.

Comme le dit l'adage, qui veut aller loin ménage sa monture. Mais, il est malheureux de constater que les acteurs politiques de l'opposition togolaise ne ménagent aucune monture mais pourtant ils promettent le ciel et la terre à la population.

La Rédaction

LES NUMEROS VERT DE L'OTR

POUR SIGNALER
TOUT FAIT SUSPECT
VEUILLEZ COMPOSER

**N° VERT
8280**

Anticorruption

POUR TOUT RENSEIGNEMENT
INFORMATION OU CONSEIL
VEUILLEZ COMPOSER LE

**N° VERT
8201**

Renseignements

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Réformes constitutionnelles au Sénégal :

Réduction du mandat du septennat à un quinquennat, C'est du bluff !

MACKY SALL SE DÉSAVOUE



Macky Sall, président sénégalais

Promesse de campagne, de celui qui deviendra plus tard Président de la République sénégalaise lors de la dernière élection présidentielle, l'engagement de Macky Sall à réduire le mandat de Septennat à un quinquennat est perçu aujourd'hui comme du bluff. Juste une stratégie politique gagnante pour se faire élire.

Aujourd'hui, devant l'obligation morale devant le peuple sénégalais, Macky Sall tente de trouver une stratégie pour se soulager la conscience. C'est dans cette logique qu'il introduit un projet de loi portant réforme constitutionnelle à l'avis de la Cour constitutionnelle.

En effet, contre toute attente, la cour constitutionnelle sénégalaise a opposé une fin de non recevoir à la demande introduite par Macky Sall. Une demande inédite qu'aucun président auparavant n'avait eu le courage d'entreprendre.

Plusieurs analystes avaient plutôt

prédis qu'il s'agit d'un acte d'hypocrisie pour prétendre aux yeux du public avoir fait l'effort de tenir la promesse et de s'exonérer de toute critique. Ces derniers semblent aujourd'hui avoir raison, car la Cour constitutionnelle qui est de toute évidence acquies à sa cause, n'a fait que jouer le jeu.

Aujourd'hui, il peut prétendre avoir essayé et que c'est la Cour constitutionnelle qui n'a pas donné une suite favorable à sa requête.

Mais, il faut souligner que malgré ce refus, si la volonté politique y ait, Macky Sall devrait user de ces prérogatives constitutionnelles pour aller à un référendum en vue de faire voter ce texte.

Mais, malheureusement, il a indiqué avoir changé d'avis et se prépare à faire un mandat de Sept ans. Il aura ainsi manqué de faire ce que d'autres anciens chefs d'Etat n'ont pas sur faire.

Armand

Les mauvais accueils des patients dans les hôpitaux publics :

Dr. Tsolényanu s'en indigne

Reçu dans une émission sur une chaîne de la place, le coordonnateur du Syndicat des Praticiens Hospitaliers du Togo (SYMPHOT), Dr Tsolényanu s'est indigné contre les mauvaises pratiques qui se développent dans l'exercice de la profession de certains praticiens hospitaliers. En effet, il a souligné que le mauvais accueil des patients dans les hôpitaux publics est devenu une pratique récurrente.



Dr Gilbert Tsolényanu

Ce qui porte atteinte à l'image des professionnels hospitaliers qui malgré les conditions quelques peu difficiles s'efforcent de donner le meilleur d'eux-mêmes.

Avec le niveau de vie relativement faible de la population, qui conduit les citoyens à ne plus

contrôler leur alimentation comme il le faut, et compte tenu de l'environ-

nement de plus en plus dynamique qui est aujourd'hui porteur de mal-

adies diverses, il est important que l'accès à la santé qui est un droit reconnu par la constitution et les autres textes internationaux relatifs aux droits de l'homme, soit une possibilité à tous les citoyens.

La santé de la population doit faire partie des priorités des actions du gouvernement. Il est inadmissible que les praticiens hospitaliers qui ont prêté serment pour sauver des vies, se muent en gourou pour hâter les patients vers un état de santé plus critique.

Les citoyens se plaignent chaque jour que Dieu fait du vol, de l'humiliation, de l'indifférence dont ils sont victimes à chaque fois qu'ils se présentent à l'hôpital pour se faire soigner.

Il est inconcevable que certains

infirmiers ne retournent plus les produits achetés à des prix chers à leurs patients qui se sont saignés avant de les acheter. Ils les gardent en leur faisant croire qu'ils les ont tous utilisés. Et après le départ des patients, ils se mettent à les revendre à d'autres patients qui viennent se faire traiter.

Ces pratiques constituent un réel défi à relever. Le SYMPHOT ne doit pas que se préoccuper à revendiquer une augmentation des salaires, mais aussi faire en sorte que les acteurs professionnels des hôpitaux changent de mentalité et de comportement. Dr. Tsolényanu et son staff se doivent de s'impliquer activement pour en trouver une solution.

Armand

Débats sur le chef de file de l'opposition :

ABASS KABOUA LESSIVE ZEUS AJAVON D'INSULTES ET LE RAPPELLE À L'ORDRE

Suite de la page 3

travers l'union de l'opposition, n'avait pour seul objectif que de conduire Jean Pierre Fabre, " son neveu ", à la présidence.

" Il voulait coute que coute faire de son neveu président de la république même en chiant et en violant allègrement tous les textes. ...Il a cassé exprès et avec le concours actif de son neveu et candidat unique, la dynamique de toute la société civile du Togo. (...) Mais comme il était embarqué dans sa logique aveugle de faire de son neveu escroc, trafiquant de marijua-

na, roublard et manipulateur président de la république, rien ne pouvait l'arrêter ", explique Abass Kaboua.

Kaboua continue sa crucifixion en soutenant " les explications données par ce monsieur sont indignes et inadmissibles surtout venant d'un intellectuel, elles sont également affabulatrices et sortent directement de l'imaginaire de ce petit monsieur ". A croire que le président du MRC attendait son ancien acolyte à un carrefour pour lui rentrer dedans sévèrement.

Au-delà de Zeus Ajavon, le prési-



Me Zeus Ajavon



Frédéric Abass Kaboua

dent du MRC s'est attaqué au chef de file de l'opposition Jean Pierre Fabre, qu'il accuse d'être en train de fêter son titre.

" C'est au Togo que l'on peut fêter le titre de chef de file d'opposition ou d'opposant en demandant des messes pour que Dieu les aides dans leurs nouvelles missions. Peut-il nous énumérer la nature de ces missions ? ", estime l'homme dont la teneur de la voix rime avec la lourdeur de ses propos.

" Au MRC, nous ne nous inscrivons

jamais dans cette forfaiture quelles que soient les menaces de mort venant d'eux. Aussi nous saisissons l'opportunité pour sérieusement les mettre en garde que désormais nous ne croiserons plus les bras pour regarder les Zémidjans qu'ils envoient pour commettre des forfaits. Nous connaissons nommément ceux qui dans ce parti gèrent ce groupe ", prévient Kaboua Abass, pour qui rien ne pourra l'empêcher de dire la vérité.

En tout cas, le peuple togolais

regarde impuissant l'opposition sombrer dans son propre combat. C'est ce qui justifie d'ailleurs cette perte de confiance en cette opposition au profit du régime UNIR qui lui fait preuve de plus de maturité politique, et place sa priorité en le bonheur des fils et filles du pays. Contrairement aux égoïstes de l'opposition.

Le Togo avance et continuera d'avancer, les mauvaises graines pourriront et disparaîtront d'elles même.

G/N

Poème de la semaine

Un roi invincible

Amis, frères du monde
Voici un mal de notre ère
C'est un roi invincible
Qui emporte tout sur son passage

C'est un roi absolu
C'est un roi despotique
C'est un roi incontestable
C'est un roi qui passe sans faire du bruit

C'est un roi qui laisse derrière lui des désastres

C'est un roi qui dicte la conduite de la vie

Des hommes et des femmes

Des enfants, des adolescents et des jeunes

C'est un roi despotique

C'est un roi tyrannique

Des êtres humains inconscients

C'est un roi qui a saisi l'univers

Qui règne de génération en génération

C'est un roi immortel

Il ne connaît hommes pauvres, ni hommes riches

Ni hommes Noirs, ni hommes Blancs

Il les prive tous, de joie éternelle
Et fait apparaître dans leur vie,



malheur
Il les rend soucieux et pensifs
Durant le reste de leur vie sur terre
Il les décime tous au même prix
Même des enfants innocents
Oh ! S-I-D-A
Roi invincible d' où viens -tu ?
Tu es maudit, écarte -toi sur notre chemin

Paul AFETSE, Les chansons d'agonie.

Faites promouvoir la littérature !

Tentez vos chances!

ENVOYEZ VOS POEMES AU 92

07 74 67.

FACEBOOK : kekele togo.

E-mail kelidouglass@yahoo.fr

Whatsapp : 90 17 46 84.

Santé publique et phénomène des " Pure Water " :

Le ministère de la santé doit mettre de l'ordre dans le secteur

Les eaux en sachets vendues à tous les coins de rues, non seulement à Lomé, mais aussi à l'intérieur du pays, et communément appelées " Pure water " pullule partout sont aujourd'hui, une source réelle de menace pour la population.

Les conditions de production de ces eaux ne sont pas du tout, le plus souvent saines et pourtant leurs consommations par la population malgré elle est régulière.

Le capitalisme qui caractérise ce secteur commercial et qui se caractérise par une poursuite effrénée du profit maximum, aveugle les producteurs d'eaux en sachets qui ne tiennent pas compte des conditions de salubrité qui sont nécessaire à la production de ces eaux.

Certains utilisent des eaux des puies pour le faire. D'autres encore

usent de l'eau des forages.

Les services d'hygiène évoquant le manque de moyens matériels et financiers pour faire leurs descentes en vue de vérifier la qualité de ces eaux il se pose dans ce cas une inquiétude réelle vis-à-vis de ces entreprises.

Les mesures de préventions sanitaires imposent que ce secteur fasse l'objet d'une attention particulière. Les résultats de nos investigations dans le secteur feront l'objet d'un



Un "Pure water" frais

prochain article.

La santé n'a pas de prix dit on mais la santé a un coût. Il faut éviter de tomber dans des risques d'épidémie de choléras avec cette situation.

La rédaction

Terrorisme déguisé en pratique islamique : L'Union Musulmane lance une fatwa contre l'extrémisme sous toutes ses formes

Al Qaida, Etat- Islamique, Daesh, MOOUJAO, Ansar Dine, MNLA, Boko Haram, cette liste non exhaustive des différents groupes qui sèment la désolation et la mort au sein des paisibles et innocentes populations, le font disent-ils, au nom d'Allah. De l'Afghanistan à la Syrie, en passant par la Lybie, l'Irak, la France les USA, etc. et pas trop loin d'ici le Nigéria, le Cameroun, le Tchad, le Mali et hier seulement le Burkina Faso, pays frontalier au Togo, la menace terroriste est bien réelle et proche de notre cher Togo. Jusque- là épargné par ces attaques que vivent le reste des pays cités plus haut, le Togo devrait-il rester les bras croisés face à cette situation ? C'est sûrement pour répondre à cette interrogation que l'Union Musulmane du Togo a convié oulémas, cadres musulmans, responsables d'ONG et d'associations islamiques puis les fidèles musulmans à une conférence publique, dimanche dernier, au Palais des Congrès de Lomé.

Le palais des congrès de Lomé a servi de cadre le week-end dernier, à une journée de réflexions organisée par l'Union Musulmane du

ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le Colonel Yark Damehame, le Directeur Général Togocel, Atcha Dédji Affo et le Président de la

que le Togo, la sous-région, le continent africain et au-delà, toute l'humanité courent ces derniers temps. C'est en cela, selon les organisateurs de cette



La table d'honneur

appesanti, dans son exposé, sur le thème " Djihad " et sa signification réelle. Selon le conférencier, le concept djihad est détourné de son sens. Le djihad que recommande le

pour appeler les jeunes musulmans au respect de la chose publique et des institutions de la République. Il déplore le fait qu'il arrive souvent que certains jeunes, sous prétexte que



Le Col Yark Damehame, ministre de la Sécurité et de la Protection civile

Togo, autour du thème " L'Islam et la consolidation de la paix au Togo et dans la sous-région ". Cette séance de travail a regroupé plusieurs acteurs de la vie islamique de notre pays

CNDH, Alilou Cisse. Naturellement, l'objectif de cette journée de réflexions était de prévoir les dispositions à prendre afin de mettre le Togo et la sous-région ouest-



Vue partielle de l'assistance lors de la conférence publique

rencontre, il urge dès à présent de prendre des précautions nécessaires afin d'éviter que nos populations ne subissent les actes barbares et inhumains de ces adeptes du terrorisme.

Aussi, ce combat contre le Boko Haram et groupes Djihadistes ne saura être celui d'un groupe de personnes ou du gouvernement tout seul, c'est bien au-delà, une affaire de tous, puisque nul n'est épargné par ce fléau qui donne du souci à toute la communauté humaine.

Deux conférences animées respectivement par le professeur, Adjita et l'imam, Sani Karim ont meublé les travaux de cette journée de réflexions.

Dans son exposé, le professeur Adjita a tenu à rappeler qu'Allah, le Dieu de tous les humains nous a créés pour l'adorer dans la paix et la tolérance, de ce fait, tuer les enfants de Dieu au nom d'Allah sort des recommandations prescrites aussi bien par l'islam que par les valeurs morales.

L'imam Sani, quant à lui, s'est

prophète Mahomet, précisait-il, n'appelait ni à la violence, ni au meurtre, ni à la destruction d'édifice. La conception même du terme djihad selon l'imam Sani trouve sa signification exacte dans le combat personnel de tout fidèle qui se refuse le mal sous toutes ses formes. " Nulle part dans le coran, il n'y a aucun verset qui prône la violence ni l'autorisation de tuer pour quelle raison que ce soit. ", lançait-il.

S'agissant de la fausse interprétation du Coran, l'imam rappelle que tout musulman auteur d'un crime ne connaît pas ses préceptes. L'islam est une religion qui prêche l'acceptation de l'autre, y compris les païens et tout croyant des confessions religieuses autres que l'islam. Raison pour laquelle la religion islamique appelle à une collaboration et au bon voisinage du musulman dans le milieu où il vit.

Le Directeur Général de Togocel, Atcha Dédji, dans son intervention à cette journée de réflexion, a saisi l'occasion

ceux qui incarnent les institutions de la République ne sont pas des Dieux, refusent de leur devoir respect et soumission conformément aux lois de la République alors que l'islam même enseigne l'obéissance à l'autorité publique.

Le ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, Yark Damehame s'est confié à la presse à la fin des travaux. Dans ses déclarations, il a d'abord félicité l'Union Musulmane pour cette initiative noble et salutaire qui permettra à coup sûr au Togo de demeurer un Etat paisible et stable, des qualités légendaires et proverbiales qu'on lui connaît depuis des lustres.

Le ministre a conclu en rassurant tout un chacun que le gouvernement apportera le soutien nécessaire à l'Union Musulmane du Togo car, rappelle-t-il, ce combat est la préoccupation de tous et ne saura rester l'apanage d'une organisation aussi spécialisée et puissante soit-elle.

La Rédaction



Le DG Atcha Dédji-Affo lors de son allocution

à savoir, imams, prédicateurs, dignitaires, responsables d'associations et organisations non gouvernementales. Etaient également présents, l'ancien ministre Atcha Titikpina, le

africaine à l'abri des actes terroristes déguisées en mouvements djihadistes.

A cet effet, tous les acteurs présents ont été amenés à prendre conscience du danger

EN PANNE DE CRITIQUES, FRANCIS PEDRO AMOUZOU MENACE QUE LA PROVIDENCE FRAPPERA "CEUX QUI ONT FRAUDÉ LES ÉLECTIONS DE 2015"

Disparu de la scène médiatique depuis son éviction de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), Francis Pedro Amouzou, l'un des dirigeants de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC), est réapparu ce jeudi sur les ondes de la radio Victoire FM, en panne de mots et de critiques, et menace que la providence frapperait non seulement les membres de l'opposition qui violeraient les serments pris dans le cadre du Collectif Sauvons le Togo (CST), ainsi que " ceux qui ont fraudé les élections de 2015 ".



Francis Pedro Amouzou

l'homme qui pourtant se dit journaliste.

Se rendant compte que son discours ne sera pas pris au sérieux, pas plus que l'incohérence de son expression française, Francis Pedro a brandi l'arme de la menace providentielle, comme quoi le ciel frapperait tous ceux qui ne respecteraient pas ce serment.

" Ceux qui pensent qu'ils peuvent se sortir d'affaire en faisant autre chose que ce qui était dit dans ce serment, nous leur souhaitons du plaisir, mais ils auront ce qu'ils auront, parce que moi je sais que ça agit. Attendez, vous allez voir, ça commence déjà par agir ", se permet d'affirmer l'homme, qui pourtant soutient à tu tête ne pas être un devin. A croire qu'il serait devenu prophète et recevrait des messages de Dieu. De quel dieu enco-

re que ?

Sinon comment comprendre qu'il puisse déclarer " la troisième fois où on s'est prêté à cet exercice de prestation de serment, cette fois sur l'esplanade du palais des congrès, des gens ont cassé le fil alors que tous les militants se tenaient par la main. Nous l'avons senti. Nous ne sommes pas des devins mais nous avons senti que des gens ont cassé le fil. Et j'ai dû arrêter la cérémonie et demandé que l'on recommence ". De quel dieu a-t-il reçu des messages ? Du vrai Dieu créateur des cieux et de la terre ou des démons ?

Après s'être copieusement attaqué à ses collègues de l'opposition, Pedro Amouzou a orienté son arme vers le parti au pouvoir, en qui le peuple togolais a réitéré sa confiance le 25 avril dernier au cours des élections présidentielles.

" Cette élection présidentielle est en train de faire son chemin. Ceux qui ont trafiqué les résultats de cette élection savent eux même ce qu'ils récoltent... Ça fait leur problème ", lance-t-il.

Un adage dit " lorsque ce que tu as à dire n'est pas plus beau que le silence, alors tais toi ". Plusieurs leaders de l'opposition semblent ne pas le connaître en tout cas.

G/N

Médias/Lancement d'un nouveau magazine :

"Afric Tradition" pour revaloriser la culture et la tradition africaine

L'Afrique, berceau de l'humanité, regorge d'atouts, de potentialités et de connaissances intarissables, mais qui, de nos jours et malheureusement se retrouve confrontée à d'énormes difficultés, dues à la dépravation de ses mœurs. Fort de ce constat, un magazine Bimestriel panafricain d'informations traditionnelles, ésotériques et des sciences occultes, a vu le jour au Togo. La cérémonie officielle de lancement, s'est déroulée le lundi 15 février dernier à Lomé au siège dudit magazine au cours d'une conférence de presse.



La table d'honneur

Devant un parterre de journaliste, il a été question pour le Directeur de Publication de présenter le magazine, à travers ses différentes rubriques, notamment le monde profond, les sortilèges et prodiges, le paranormal, les sciences occultes, le mysticisme, le para santé, la médecine, les sciences et techniques, les cultures et traditions, avant de préciser que :

" (...) il faut tracer de nouvelles pistes afin de sortir le peuple noir de sa léthargie (...)"

Le professeur Agbanin, dans son intervention, a permis à l'assistance, d'avoir une idée sur les sciences occultes et l'ésotérisme. Il a fait cas du combat spirituel et la recherche de l'éveil spirituel que les africains doivent atteindre. Pour lui, les africains doivent

comprendre leur culture, et doivent savoir que la tradition et l'ésotérisme ne sont pas des faits sataniques, ni diaboliques.

M. Sabi Kaséré, représentant la HAAC, a procédé au lancement officiel,

et a dans son propos appelé les responsables de ce jeune magazine qui vient de paraître et dont la ligne éditoriale s'inscrit dans la revalorisation de la culture et des réalités africaines, à la tolérance et au respect des principes de l'institution qu'ils représentent.

Il faut souligner que le professeur Agbanin, est à l'origine de la construction d'un palais d'études de recherches, d'initiation et de formation, en phase de finition et qui verra le jour très prochainement à Kanbolé au Togo. Il accueillera les populations en quête de connaissances sur la tradition africaine, de l'ésotérisme ou les sciences occultes.

Moudjib Falana

Compagnie énergie électrique du Togo (CEET) :

Après le DG Gnandé Djétéli, l'obscurité ?

Suite de la page 3

prix d'achat du kilowatt chez contour global et son prix de vente aux consommateurs. Une société qui est censée se faire du bénéfice achète le kilowatt heure à près de 253 F chez contour Global pour le revendre autour de 150F.

Outre cela, le take or pay coûte près de 17 milliards par an à la CEET mises à part les charges inhérentes à l'eau de refroidissement et autres. Cerise sur le gâteau, l'administration publique doit plus de 17 milliards à cette même CEET. Et pourtant ce géant

de l'Énergie remplit un cahier de charge qui, en réalité répond à la politique sociale du Chef de l'État.

Aujourd'hui, Djétéli s'en est allé mais à peine a-t-il tourné le dos que la CEET commence par broyer du noir. Dans la capitale togolaise et dans certaines villes de l'intérieur, des populations sont obligées de passer plusieurs heures, voire des nuits entières plongées dans l'obscurité.

Ensuite, juste au lendemain du départ de Djétéli, on se rend curieusement compte qu'il faut augmenter le prix de vente du kilowatt heure, histo-

re de permettre à la nouvelle équipe dirigeante d'avoir plus de moyens financiers pour faire face aux nombreuses dépenses de la société. La question qui saute tout de suite aux yeux est de savoir pourquoi avoir attendu le départ de Djétéli pour programmer l'augmentation du prix du kilowatt ? De toute évidence, on se rend compte que les faiseurs de roi de Kakatsi veulent lui dérouler un tapis rouge afin qu'il réussisse sa mission.

Au demeurant, le problème de la CEET, c'est contour Global et toutes les dettes de l'administration publique.

Promouvoir l'accès au volontariat national à travers l'internet : L'ANVT LANCE LE SITE WWW.TOGOANVT.ORG

Démarré en 2011, le Programme de Volontariat National devenu aujourd'hui Agence Nationale de Volontariat au Togo (ANVT), a permis aux jeunes togolais de s'engager au volontariat national, afin d'apporter leur pierre à la construction de la nation. Et c'est pour rendre un accès favorable et plus rapide aux jeunes volontaires issus des différentes régions du pays que, l'ANVT a procédé mercredi dernier à Lomé au lancement de son site web, le www.togoanvt.org, au cours d'une conférence de presse.



Omar Agbangba, DG ANVT

Mr Agbangba Omar, lors de cette rencontre avec la presse, dans son intervention, a souligné le fait que l'ANVT, est partie du constat selon lequel, un jeune qui se situe peut-être à l'intérieur du pays, peut prendre plus de six mois pour s'inscrire avant d'accéder à la base de données. Pour lui, cet outil vient à point nommé d'autant plus qu'il facilitera l'inscription. Il tient compte des difficultés dues au problème de connectivité qu'on peut rencontrer au cours de l'inscription. Ainsi, les données enregistrées sont automatiquement sauvegardées si la connexion s'altère au cours de l'inscription.

" Le programme a fait son temps et l'ANVT met tout en œuvre pour une facilitation des opérations aux jeunes, surtout ceux de l'intérieur " a renchéri Mr ANALA, Directeur de la Jeunesse.

Retenons que ce site web est également à la disposition des volontaires qui sont déjà sur le terrain. Ils pourront mettre à jour leur profil. Tout togolais quelque soit son lieu de résidence sur le territoire peut donc s'inscrire. Les compatriotes de la diaspora ne sont pas du reste.

Moudjib Falana

Promotion du brassage culturel des peuples africains : Le Togo accueille le festival "Caravane d'Afrique" en Juillet prochain

La sixième édition du festival " Caravane d'Afrique ", un événement d'éveil des cultures et de rencontres des peuples africains, a été lancé au cours d'une conférence de presse à Lomé.



L'objectif de cette conférence de presse, organisée par le staff du festival est d'annoncer les couleurs de cette sixième édition de cet événement culturel, qui posera ses valises pour la première fois en Afrique plus précisément dans le mois de juillet à Dapaong au Togo.

L'innovation pour cette édition qui se tiendra le 29 juillet 2016, est la

création du collectif " Milawoè " (nous le ferons), composé d'artistes togolais, qui se joignent donc à cette initiative novatrice pour promouvoir et porter haut la culture et le brassage culturel des peuples africains.

Devant un parterre de journalistes et d'invités, parmi lesquels le représentant du ministère de la culture et de la sécurité, sans oublier le roi de Damba, pour la circonstance venu du Ghana, l'initiatrice de l'événement a planté le décor de ce qui va meubler le festival. Il s'agira de danses du terroir, issues des différentes régions du pays. D'autres activités, notamment des concerts musicaux, des expositions, des ateliers autour de sons et rythmes africains seront au rendez-vous.

Retenons qu'Amtha Kol, la promotrice du festival " Caravane d'Afrique " est auteur compositeur interprète et entrepreneur de spectacles vivants, responsable de la Gospel House, un établissement culturel créé depuis 2009 à Champvoux dans le département français de la Nièvre (Bourgogne). L'apothéose du festival se tiendra à Lomé.

Moudjib Falana

Kpélaflia Biva

Sommet de Lomé sur la sûreté, la sécurité maritime et le développement en Afrique

piraterie maritime, terrorisme, pêche illégale, migration, ...

15 octobre 2016, Lomé, Togo

sommetdelome.org



UNION AFRICAINE
MINISTRE TOGOLAIS DES AFFAIRES ETRANGERES & DE LA COOPERATION



A partir du 1^{er} janvier 2016

**EXIGEZ
LA QUITTANCE
SÉCURISÉE
POUR PLUS DE
TRANSPARENCE
DANS LA COLLECTE
MANUELLE DES
RECETTES DE L'ETAT**



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Récépissé n°0254/29/10/04 HAAC

L'ÉVEIL
de la nation

Siège : Adidoadin, Pavée Prolongé, 2ème Carré après la Pharmacie Le Galieen
Tél: (00228) 22 32 85 95
Directeur de Publication:
Sama T. DJOBO
(00228) .90 03 17 74
.98 62 72 72

Rédaction:
Biva KPELAFIA,
Sam DJOBO,
Armand ATTISSO
Moudjib FALANA
Gaël N.
Kékéli (Stagiaire)
Kahf DJOBO (Stagiaire)

Secrétariat :
AGBERE Takira

Imprimerie:
La Colombe
Tirage :
2.500 exemplaires